(1)

(N° 165.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MAI 1859.

Crédits supplémentaires et complémentaires au Département des Travaux Publics, s'élevant ensemble à fr. 1,029,209-96 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COPPIETERS 'T WALLANT.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a présenté, dans la séance du 13 mars 1859, un projet de loi tendant à allouer au Département des Travaux Publics divers crédits supplémentaires et complémentaires, s'élevant ensemble à la somme de fr. 1,021,525-52.

Ces crédits se répartissent comme suit :

1 ^o Crédits supplémentaires applicables à des créances arriérées (exercices clos)	fr. 34,592 45
2 ^o Crédits supplémentaires au budget de 1858	373,476 09
3 ^o Crédits complémentaires au budget de 1859.	613,457 00
Ensemble.	fr. 1,021,525 52 (3)

Le projet de loi donne les détails des services auxquels les crédits pétitionnés se rapportent et l'exposé des motifs en justifie suffisamment la nécessité. Nous croyons donc superflu d'entrer ici dans de nouveaux développements. Il est d'ailleurs à remarquer que ces crédits ont été admis sans opposition, dans toutes les sections ; seulement il est résulté de l'examen du projet de loi quelques demandes d'explications, qui ont été résumées par la section centrale et transmises à M. le

(1) Projet de loi, n° 114.

(2) La section centrale, présidée par M. ORTS, était composée de MM. COPPIETERS 'T WALLANT, H. DUMORTIER, DE CHENTINNES, LOOS, L. GOBLER et GODIN.

(3) Cette somme a été portée à fr. 1,029,209-96 par suite de deux augmentations de crédits réclamées par M. le Ministre des Travaux Publics. Voyez p. 8 de ce rapport.

Ministre des Travaux Publics. Nous les transcrivons ci-dessous, ainsi que les réponses que M. le Ministre nous a fait parvenir :

QUESTIONS DE LA SECTION CENTRALE.

On réclame des explications plus complètes et plus détaillées sur les deux sommes portées à l'art. 1^{er} du projet (sous la rubrique *chemin de fer, traction et arsenal*, art. 101), pour réparations au matériel du chemin de fer de Mons à Manage et notamment sur le point de savoir pourquoi ces sommes sont mises à charge de l'État?

RÉPONSES DU MINISTRE.

Les deux sommes de 3,260 et 11,951 francs pétitionnées pour la Compagnie du chemin de fer de Mons à Manage, et mentionnées ci-contre, sont dues à cette Compagnie en vertu d'une disposition introduite dans toutes les conventions réglant les services mixtes et internationaux. D'après cette disposition les avaries du matériel étranger, survenues en cours de transport ou dans les gares, sont à charge de l'administration qui se sert de ce matériel à moins qu'elles ne soient dues à un défaut inhérent aux véhicules, auquel cas la Compagnie propriétaire de ces véhicules est tenue d'en accepter la responsabilité.

Non-seulement cette condition est réciproque mais elle est encore équitable puisqu'on ne pourrait prétendre, en cas de bris d'un wagon sur un territoire étranger, que la Compagnie propriétaire de ce wagon en est responsable alors que l'accident est survenu en dehors de la surveillance et de la conduite de ses agents.

Les états de frais dressés pour avaries du matériel se règlent et se balancent tous les ans au moyen d'un décompte général. Il arrive que le solde de ce décompte est au profit de l'État lorsqu'il envoie sur le territoire d'une Compagnie plus de wagons qu'il n'en reçoit. Dans le cas contraire, le solde est au profit de la Compagnie, les chances d'avaries ayant un certain rapport avec l'importance de la circulation. C'est pourquoi la Compagnie de Mons à Manage, qui envoyait chaque jour un grand nombre de wagons sur nos lignes, avait droit chaque année au remboursement de frais de réparations relativement considérables. Au surplus, les avaries sont régulièrement constatées contradictoirement par procès-verbaux réguliers et le service est organisé, sous ce rapport, de manière à sauvegarder les intérêts du trésor.

ART. 2 du projet de loi. — *Ponts et chaussées. — Rivières et canaux. — ART. 11. Meuse.*

On désire une justification du mode de régie appliqué aux travaux de la Meuse, à Wépion.

Je pense qu'il suffira de ces explications pour justifier le bien fondé de la demande d'un crédit de fr. 13,711 au profit de la Compagnie de Mons à Manage.

Quant au retard apporté à la liquidation de cette somme, il me semble impossible de rien ajouter à ce que j'ai déjà dit à ce sujet, puisqu'il a été clairement établi que ce retard provenait de difficultés survenues entre l'État et la Compagnie, et des exigences de la comptabilité de l'État.

Sous la date du 6 juillet 1837, le Département des Travaux publics a donné son approbation à un cahier des charges relatif à l'entreprise de travaux d'amélioration à exécuter sur la Meuse, à Wépion.

Cette entreprise devait comprendre les déblais et les dragages nécessaires pour créer un chenal d'un mètre de profondeur sous l'étiage et de 30 mètres de largeur au plafond.

Deux tentatives d'adjudication publique de cette entreprise demeurèrent infructueuses.

Voici à quelle cause, dans l'opinion des fonctionnaires de l'administration des ponts et chaussées, ce résultat négatif devait être attribué. Depuis une période de plus de dix années, les eaux de la Meuse, pendant les mois d'été, ont subi de fréquentes fluctuations, à tel point que, très souvent, elles ont inondé les travaux en cours d'exécution. Par suite, les entrepreneurs ont dû supporter de fortes pertes, ce qui les rend extrêmement prudents. Toutefois, il est à remarquer qu'ils ne se sont pas attachés jusqu'à ce jour à substituer aux batardeaux l'emploi de bateaux dragueurs à l'aide desquels il est facile de réaliser de notables économies sur le prix affecté aux travaux de dragage.

C'est en présence de cette obstination

ART. 2 du projet de loi. — *Ponts et chaussées. — Rivières et canaux. — ART. 29. Rupel.*

On demande le cahier des charges de l'entreprise et des explications positives et détaillées sur les causes qui ont fait dépasser les crédits alloués.

Les travaux présentent-ils toutes garanties d'utilité et de durée?

qui ne s'explique pas, puisqu'en divers endroits le plus parfait succès couronne le nouveau mode de drague, que le Gouvernement s'est arrêté à l'idée de faire exécuter, par voie de régie et à l'aide d'un bateau, les travaux de dragage projetés à Wépion.

Un exemplaire du devis et cahier des charges relatif aux travaux d'amélioration entrepris sur le Rupel, le long du poldre de Ruypenbroeck, sous la commune de Hingene, est ci-joint (cette pièce sera déposée sur le bureau pendant la discussion).

Au moyen du crédit de 100,000 francs alloué à l'art. 24 du budget du Département des Travaux Publics, pour l'exercice 1857, et de celui de 144,000 francs alloué à l'art. 29 du budget du même Département, pour l'exercice 1858, le Gouvernement compte, jusqu'à présent, être en mesure de faire face aux diverses dépenses à résulter de l'exécution des travaux entrepris et qui ont principalement pour but le déplacement de la digue capitale du poldre de Ruypenbroeck.

L'exposé des motifs à l'appui du projet de loi déposé dans la séance de la Chambre des Représentants du 15 mars 1859 et ayant pour objet l'ouverture de crédits supplémentaires et complémentaires au Département des Travaux Publics jusqu'à concurrence de fr. 1,021,525-52 (n° 114 des *Documents parlementaires*. Session de 1858-1859) donne (pages 5 et 6) l'énumération de quelques dépenses supplémentaires dont le total s'élève au chiffre de fr. 33,751-18. C'est pour la liquidation de ces dépenses qu'un crédit supplémentaire de fr. 33,086-05 est demandé aujourd'hui.

La différence entre le montant du crédit supplémentaire demandé et celui des be-

soins constatés, différence qui s'élève à fr. 663-15, sera couverte au moyen de la somme de même import qui forme la différence entre le montant du crédit de 144,000 francs alloué au budget de 1858 et celui de la somme de fr. 143,334-87, jusqu'à concurrence de laquelle la dépense à résulter du déplacement de la digue capitale du polder de Ruypenbroeck est considérée comme devant recevoir son imputation sur le budget de 1858.

Le déplacement de la digue capitale du polder de Ruypenbroeck a été entrepris en vue de la continuation d'un système d'ensemble adopté pour l'amélioration générale de la navigation du Rupel.

Les travaux d'établissement de la digue nouvelle du polder de Ruypenbroeck ne sont point achevés. Pendant leur exécution un tassement s'est produit dans la digue nouvelle.

Les agents de l'administration avisent aux moyens à mettre en œuvre pour remédier à ce tassement et pour donner à la digue en construction toute la stabilité requise.

Le Gouvernement se trouve, pour le moment, dans l'impossibilité de dire quels seront ces moyens.

ART. 3 du projet de loi. — *Administration centrale.* — ART. 2.

Quelle est la partie du chiffre concernant la reprise du chemin de Mons à Manage et celle qui regarde les autres dépenses ?

La somme comprise dans le crédit de 20,500 francs du chef de la reprise du chemin de fer de Mons à Manage est de 10,200 francs. — Elle représente les traitements des employés de l'ancienne compagnie de ce chemin de fer, que le Gouvernement s'est engagé à prendre à son service, et qui ont été attachés au contrôle de la recette comme ils l'étaient précédemment au service de la compagnie.

QUESTIONS DE LA SECTION CENTRALE.

RÉPONSES DU MINISTRE.

ART. 5 du projet de loi. — *Chemins de fer, postes et télégraphes. — Postes. — ART. 76-79.*

On désire des renseignements détaillés sur les améliorations introduites dans le service de la poste et sur celles que l'on veut introduire à l'aide des crédits réclamés. La section voudrait connaître notamment les noms des nouvelles perceptions et distributions établies et projetées.

Les améliorations introduites pendant les trois premiers mois de l'exercice courant sont les suivantes :

1° Création de bureaux de distribution à :

Orchimont,
Bruly,
Vierves,
Recogne,
Bertrix,
Grupont,
Rhisnes,
Ouffet,
Comblin-au-Pont,
Theux.

2° Création de perceptions à :

Trooz,
Herstal.

3° Transformation en perceptions des distributions de :

Frameries,
Lens,
Hansbeke,
Et Denderleeuw.

4° Nomination de dix surnuméraires à l'emploi de commis-adjoint, à l'effet de renforcer le cadre insuffisant du personnel dans certains bureaux.

Il n'est pas possible de donner une liste des bureaux de perception et de distribution à créer.

L'administration fait instruire les demandes qui lui parviennent et étudier d'initiative, l'opportunité de créer des bureaux à raison de l'importance des relations et de l'organisation des tournées rurales. Des projets sont à l'étude pour environ 50 localités. Il est vraisemblable qu'un certain nombre sera écarté, et que l'utilité sera reconnue d'en établir dans d'autres communes non prévues mainte-

nant. Au fur et à mesure que les projets sont complètement étudiés et reconnus *utiles*, les bureaux sont créés et installés; mais il y aurait de grands inconvénients à publier une liste provisoire dont des communes peuvent être écartées. Je crois donc pouvoir me borner à donner l'assurance à la section centrale que l'examen de ces projets se fera avec toute l'activité désirable et qu'il ne sera établi de nouveaux bureaux qu'à très-bon escient. Le *Moniteur* publie successivement les décisions relative à cet objet.

Les dix commis-adjoints à nommer sont destinés à augmenter le cadre des agents du service ambulante.

L'organisation de ces bureaux est encore aujourd'hui, quant au personnel, ce qu'elle était en 1850: or, le nombre des correspondances s'est développé depuis lors dans des proportions telles, qu'il serait dangereux de compter plus longtemps sur le zèle de nos agents pour faire face aux exigences actuelles: il faut absolument que leur tâche soit allégée; il faut surtout placer deux agents dans les voitures-bureaux où, jusqu'à ce jour, le service a été assuré par un seul.

C'est à quoi l'administration va pourvoir à très-bref délai.

En ce qui concerne le service rural, les améliorations réalisées pendant les trois premiers mois de l'exercice 1859 se résument comme suit:

Régularisation de 43 cantons ruraux, création de trente-neuf nouveaux emplois de facteur.

Ces mesures de régularisation avaient pour but de perfectionner le service des correspondances dans les campagnes et en même temps de réduire la tâche trop pénible et toujours croissante des facteurs.

C'est en vue de ce double résultat et pour pouvoir donner satisfaction, dans une

juste mesure, aux réclamations et aux exigences nouvelles, que l'administration se voit aujourd'hui obligée de solliciter un crédit supplémentaire de 60,000 francs à l'art. 77 du budget pour l'exercice courant.

Cette somme de 60,000 francs est spécialement destinée :

1° A pourvoir au personnel des facteurs pour les nouveaux bureaux à créer;

2° A placer des courriers convoyeurs des dépêches sur les principaux trains des chemins de fer concédés;

3° A doubler le service de la distribution dans les communes industrielles ou commerciales de premier ordre, et à accorder une seconde levée de boîte à un certain nombre de localités où cette mesure se justifiera par un mouvement assez considérable de correspondance;

4° A régulariser le service dans certains cantons, où l'expédition des lettres recueillies par les facteurs se trouve parfois compromise par suite de la rentrée tardive de ces agents.

L'augmentation de 7,000 francs sollicitée à l'art. 79 est destinée à pourvoir au matériel des nouveaux bureaux.

La section centrale, se conformant à un vœu émis dans la 6^e section, croit devoir appeler l'attention de M. le Ministre des Travaux Publics sur l'urgente nécessité de prendre des mesures efficaces pour réprimer et prévenir toute espèce d'infidélité dans le service de la poste et pour assurer la régularité de la distribution des lettres.

La section centrale après avoir adopté les crédits demandés était sur le point de terminer son travail, lorsqu'elle fut informée par M. le Ministre des Travaux Publics, que depuis la formation du projet de loi l'administration communale de la ville de Liège avait fait parvenir à son Département, les pièces nécessaires à la liquidation d'une créance de fr. 1,747-50, afférente à l'exercice 1857, due encore par l'État, du chef de l'exécution, à frais communs avec cette ville, des travaux de réparation des murs de quai bordant la Meuse dans la traverse de ladite localité, et que, d'un autre côté, il venait d'être constaté que le crédit alloué à l'art. 38 du budget de 1858, pour les travaux d'entretien ordinaire des ports, côtes, phares et

fanoux, sera insuffisant. Les gros temps qui sont survenus si fréquemment pendant l'année de bail 1858-59, ont nécessité aux ports d'Ostende et de Nieuport, l'exécution de travaux extraordinaires et imprévus qui n'ont pas permis au Gouvernement de se renfermer dans les limites des crédits mis à sa disposition. L'état ci-annexé des divers travaux qui ont du être exécutés constate, en effet, qu'il reste à couvrir une insuffisance de fr. 5,936-94 pour laquelle un crédit supplémentaire au budget de 1858 est indispensable M. le Ministre demandait en conséquence à la section centrale :

1° D'augmenter de fr. 1,747-30 et de porter ainsi à fr. 3,757-50 le crédit de 2,010 francs compris à l'art. 1^{er} du projet de loi sous la rubrique : *Ponts et chaussées. — Rivières et canaux. Art. 92. Meuse, etc.* — Le total de l'art. 1^{er} serait ainsi porté de fr. 34,592-43 à fr. 36,339-93 ;

2° D'ajouter à l'art. 2 du projet de loi, sous la rubrique : *Ponts et chaussées*, et après les crédits relatifs aux *Rivières et canaux*, la disposition suivante :

PORTS ET CÔTES.

ART. 58. *Travaux d'entretien aux ports et côtes, etc.* . . . fr. 5,936-94

La somme des crédits demandés pour les ponts et chaussées serait donc portée de fr. 62,026-09 à fr. 67,963-03, et l'ensemble des crédits compris dans l'art. 2 de fr. 373,476-09 à fr. 379,413-03.

La section centrale est d'avis que ces demandes sont de nature à être accueillies ; si la Chambre les adopte, ainsi que nous avons l'honneur de le lui proposer, le projet de loi devra être modifié et formulé suivant le libellé ci-joint.

Le Rapporteur,

COPPIETERS 'T WALLANT.

Le Président,

AUG. ORTS.

D'autre part..... fr. 19,501 55

§ 2. MINES.

ART. 99. Commission des Annales des travaux publics, frais de route
(Exercice 1857) 195 60

§ 3. CHEMINS DE FER.

VOIES ET TRAVAUX.

ART. 100. Salaires des agents payés à la journée (Exercice 1857) 256 »

TRACTION ET ARSENAL.

ART. 101. Entretien et réparation du maté- riel.	}	Exercice 1852.... fr.	500 »	}	15,711 »
		— 1853	3,260 »		
		— 1856	11,951 »		

TRANSPORTS.

ART. 102. Traitements (Exercice 1857)	142 »	}	639 »
ART. 103. Frais d'exploitation (Exercice 1857).	216 »		
ART. 104. Camionnage (Exercice 1855).....	501 »		

SERVICES EN GÉNÉRAL.

ART. 105. Salaires des agents payés à la journée (Exercice 1857).....	59 »	}	16,645 »
TOTAL..... fr.	56,559 95		

ART. 2.

Des crédits supplémentaires, à concurrence de fr. 375,476-09, sont alloués au Département des Travaux Publics pour couvrir les insuffisances que présentent certaines allocations du budget de 1858; ils se répartissent comme suit entre les divers articles de ce budget auxquels ils sont rattachés :

CHAPITRE II.

PONTS ET CHAUSSÉES

BATIMENTS CIVILS.

ART. 9. Travaux de réparation à l'entrepôt d'Anvers, fr. 8,527 67

RIVIÈRES ET CANAUX.

ART. 11. Meuse	fr.	18,015 75	
ART. 16. Canal d'embranchement vers le camp de Beverloo.....		715 50	
ART. 17. Canal d'embranchement vers Turnhout		479 88	
ART. 29. Rupel		55,086 05	
ART. 30. Senne		54 30	
ART. 32. Yser		24 01	
ART. 35. Frais d'études.....		1,542 75	
			55,698 42

PORTS ET CÔTES.

ART. 38. Travaux d'entretien aux ports et côtes, etc. fr.	5,956 94	}	67,965 05
A reporter..... fr.			67,965 05

Report..... fr. 67,965 43

CHAPITRE IV.**CHEMINS DE FER ET TÉLÉGRAPHES.****TRACTION ET ARSENAL.**

ART. 61. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés..... fr.	15,000	»
ART. 62. Salaires des agents payés à la journée.....	250,500	»
	<u>265,500</u>	»
		265,500

TRANSPORTS.

ART. 67. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés.....	15,000	»
ART. 70. Camionnage.....	20,000	»
	<u>35,000</u>	»
		35,000

TÉLÉGRAPHES.

ART. 75. Salaires des agents payés à la journée.....	600	»
--	-----	---

SERVICES EN GÉNÉRAL.

ART. 76. Salaires des agents payés à la journée.....	7,500	»
	<u>7,500</u>	»
		284,400

CHAPITRE VIII.**DÉPENSES IMPRÉVUES.**

ART. 88. Entretien du canal de Zelzaete..... fr.	27,050	»
TOTAL..... fr.	<u>27,050</u>	»
		579,415 05

ART. 3.

Des crédits complémentaires, à concurrence de 615,457 francs, sont alloués au Département des Travaux Publics, pour faire face aux insuffisances que présentent certaines allocations du budget de 1859. Ces crédits sont rattachés comme suit aux articles dudit budget auxquels ils s'appliquent :

CHAPITRE PREMIER.**ADMINISTRATION CENTRALE.**

ART. 2. Traitements des fonctionnaires et employés..... fr.	20,500	»
---	--------	---

CHAPITRE IV.**CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.****1^{re} Section.****VOIES ET TRAVAUX.**

ART. 52. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés..... fr.	6,657	»
ART. 55. Salaires des agents payés à la journée.....	60,700	»
ART. 54. Billes, rails et accessoires, etc.	47,500	»
ART. 53. Travaux et fournitures.....	50,000	»
	<u>144,857</u>	»
A reporter..... fr.	144,857	»
		20,500

Report..... fr. 144,837 » 20,500 »

2^e Section.**TRACTION ET ARSENAL.**

ART. 56. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés.....	3,000 »	
ART. 57. Salaires des agents payés à la journée.....	260,000 »	
	<u>263,000 »</u>	

3^e Section.**TRANSPORTS.**

ART. 62. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés.....	44,500 »	
ART. 63. Salaires des agents payés à la journée.....	36,000 »	
	<u>80,500 »</u>	

3^e Section.**SERVICES EN GÉNÉRAL.**

ART. 71. Salaires des agents payés à la journée.....	3,000 »	
--	---------	--

7^e Section.**POSTES.**

ART. 76. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés.....	28,000 »	
ART. 77. Traitements et indemnités des facteurs, etc.....	60,000 »	
ART. 78. Transport des dépêches.....	3,000 »	
ART. 79. Matériel, etc.....	7,000 »	
	<u>100,000 »</u>	
		595,157 »
TOTAL..... fr.		<u>613,437 »</u>

ART. 4.

Ces crédits seront couverts au moyen des ressources ordinaires des exercices 1858 et 1859.

Donné à Laeken, le 28 février 1859.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Travaux Publics,

JULES VANDER STICHELEN.

Le Ministre des Finances,

FRÈRE-ORBAN.

ANNEXE.

LITT. A. — *Port d'Ostende.*

Entretien ordinaire de l'avant-port de 1856 à 1861 fr.	5,600 »
Entretien extraordinaire	922 65
Entretien ordinaire de l'arrière-port de 1856 à 1861	2,500 »
Entretien extraordinaire	5,082 61
Frais d'adjudication.	57 55
Récompenses données aux soldats de la garnison d'Ostende, qui ont travaillé à la réparation de la grande digue de mer	518 85
Réparation des dégâts causés au batardeau établi devant l'emplacement de la nouvelle écluse de chasse	448 90
Réparation d'une brèche qui s'est formée dans la grande digue	545 54
Entretien de l'écluse des bassins de commerce	660 »
Impression du cahier des charges relatif à l'entreprise de la réparation de l'écluse du bassin de commerce	105 50
Entretien extraordinaire des ouvrages de l'avant-port	17,845 90
Frais d'adjudication des travaux de rétablissement des talus du canal de Camerlynck dans l'arrière-port	55 25
Insertions au <i>Moniteur</i>	22 25
Reconstruction des quais situés à l'aval des écluses de Slykens	16,170 »
Établissement d'un magasin de secours à Ostende	2,445 15
Frais d'impressions.	89 25
Entretien des ouvrages de l'avant-port	11,777 70
Entretien extraordinaire des ouvrages de l'arrière-port	4,011 59
Travaux exécutés d'urgence aux ouvrages de l'avant-port.	1,511 91
Total fr.	67,928 58

LITT. B. — *Port de Nieuport.*

Entretien ordinaire des ouvrages du port de Nieuport fr.	5,120 »
Entretien extraordinaire	17,510 74
Réparation de dégâts	1,611 »
Exhaussement d'une partie de la digue	2,391 60
Frais d'adjudication	57 55
Reconstruction d'une partie de l'estacade d'Est	7,990 »
A reporter. fr.	32,660 69

	Report. fr.	32,660 69
Frais d'impression		108 25
Travaux d'urgence exécutés au chenal.		47 20
Frais d'impression du cahier des charges relatif à l'entreprise de la reconstruction de l'estacade d'Est.		33 »
Insertions au <i>Moniteur</i>		20 75
Location d'un pavillon à Nieuport		120 »
Travaux d'amélioration		2,386 59
Travaux exécutés d'urgence.		585 »
— —		2,566 15
— —		272 79
	Total. fr.	<u>38,800 42</u>

LITT. C. — Côte de Blankenberghe.

Entretien, en 1858, des ouvrages de la 2 ^e section fr.	70,000 »
— — — 1 ^{re} —	42,700 »
	Total. fr. <u>112,700 »</u>

LITT. D. — Phares et fanaux.

Entretien du 1 ^{er} lot fr.	585 »
Ouvrages imprévus	118 »
Entretien du 2 ^e lot	387 »
Ouvrages imprévus	199 64
Frais d'adjudication	58 50
	Total. fr. <u>1,348 14</u>

TOTAUX.

	67,928 38
	38,800 42
	112,700 »
	1,348 14.
Total. fr.	<u>220,776 94</u>
Allocation	214,840 »
Déficit fr.	<u>5,936 94</u>